

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRETE

**portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement**

	INFO	AVIS	REP	EXEC.	ARCH.
DIR					
CTA					
DSV 22 Reçu le	30 MAI 2001				N°
SPA					
HA					
ICPE					

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT
MCO

*Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU le titre I du livre V du Code de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 13 juin 1994 modifié le 1^{er} juillet 1999 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de volailles et (ou) gibiers à plumes soumis à autorisation au titre de la protection de l'Environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 1er juillet 1996 modifié le 15 janvier 1999 portant approbation et mise en oeuvre des programmes de résorption d'excédents d'azote d'origine organique ;
- VU l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1997 établissant les programmes d'action à mettre en oeuvre pour la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole ;
- VU L'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 décembre 1979 autorisant M. LE BOUDEC Jean à exploiter un élevage de 100000 animaux-équivalents (25000 dindes et 25000 poulets de chair) au nom de M. LE BOUDEC Jean.
- VU le récépissé de déclaration du 6 décembre 1992 autorisant M. LE BOUDEC Hervé à exploiter un élevage avicole de 17280 places animaux-équivalents (dindes) ;
- VU la demande présentée par le GAEC DE LANEGOFF en vue de la régularisation de la situation administrative d'un élevage avicole sur deux sites et la construction d'une unité de compostage de fumiers, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de MERLEAC, LE QUILLIO, SAINT-THELO et SAINT-CARADEC ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile émis respectivement les 2 mars 2000, 20 avril 2000, 16 novembre 1999 ;
- VU le rapport de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 22 novembre 2000 ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 19 janvier 2000 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

LE GAEC DE LANEGOFF est autorisé à exploiter à LE QUILLIO au lieu-dit Lanegoff (section ZC n° 170-173), et la croix Perrot (section ZE n° 41) conformément aux plans annexés à la demande, un élevage de 174667 animaux équivalents (17454 dindes de chair et 122305 poulets de chair) de plus d'un mois en présence simultanée.

installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous réserve du respect des prescriptions édictées dans l'annexe jointe au présent arrêté et de celles définies ci-après.

Il est donné acte au GAEC DE LANEGOFF de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il va exploiter à LE QUILLIO au lieu-dit « Lanegoff » (parcelle 23 et 171 une fabrique d'engrais et de supports de culture à partir de matière organique dont la capacité moyenne de production est de 717 tonnes par an (fumier Norme NFU 44051)

Pour l'exploitation de cette fabrique d'engrais et supports de culture, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à déclaration sous la rubrique n° 2170-2 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter les prescriptions générales de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 1999 susvisé ainsi que les prescriptions particulières définies ci-après.

ARTICLE 2 - Prescriptions particulières :

2-1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2-2 Prescriptions générales de sécurité :

2-2-1 les matériaux employés pour la construction du bâtiment devront être de catégorie M3 au minimum (c'est-à-dire moyennement inflammables).

2-2-2 l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2-2-3 l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2-2-4 les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2-2-5 installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m3 conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2-3 Prescriptions particulières concernant l'élevage avicole :

2-3-1 toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel du poulailler entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur du poulailler seront collectés et traités. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2-3-2 le fumier de l'élevage avicole sera épandu sur l'exploitation par un épandeur équipé d'une table de distribution grande largeur.

2.3.3 la surface des poulaillers ne devra pas dépasser 7450 m2

.../...

ARTICLE 3 : Prescriptions particulières concernant la fabrique d'engrais et de support de culture (2170.2)

3.1 – La fabrication des produits (fumiers, amendements organiques NFU 44051) sera réalisée par maturation des fumiers dans un hangar aménagé d'une surface de 815 m2 permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement.

3.2 – Conformité des produits :

Conformément au dossier déposé, les engrais (fumier norme NFU 44051) fabriqués devront répondre aux exigences des normes en vigueur (fientes déshydratées norme NFU 42001).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en œuvre (destruction, incinération, épandage, etc;...)

3.3 – Destination des produits :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel et non les terres en propre du pétitionnaire qui devra respecter le seuil d'épandage du canton.

3.4 – Traçabilité du produit :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et produits (fientes déshydratées) comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- date d'enlèvement du site,
- Nom, adresse et coordonnées du destinataire final,
- Nature,
- Nom du transporteur,
- Quantité en tonnes et en m3.

A la fin de chaque année civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel comportant :

- Les informations définies ci-dessus,
- Les originaux des bons d'enlèvement,
- Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers (Coopérative LE GOUSSANT) certaines informations demandées ci-dessus (destinataire final notamment) pourront être transmises directement par ledit tiers à l'inspecteur des installations classées. De plus, si le contrat de commercialisation d'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage (122305 places de poulets de chair et 4440 dindes de chair)..

ARTICLE 4 – Les travaux prévus aux points 3.1 seront réalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date du présent arrêté

ARTICLE 5 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

.../...

ARTICLE 6 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 7 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 8 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LE QUILLIO pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins du GAEC DE LANEGOFF.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du GAEC DE LANEGOFF dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté abroge et remplace le récépissé de déclaration du 9 novembre 1992 et l'arrêté d'autorisation du 6 décembre 1979 susvisés

ARTICLE 10 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 11 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de LANEGOFF

L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au GAEC DE LANEGOFF pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-GUEN, MERLEAC, SAINT-THELO et SAINT-CARADEC pour information.

SAINT-BRIEUC, le 15 MAI 2001
LE PREFET,

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché, Chef de Bureau

Jacques BARTHELEMY

Christian RAYMOND